



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Discours d'ouverture de Bruno Le Maire

au French-German Business Forum

Vendredi 9 novembre 2018



Permettez-moi de le dire tout de suite à nos amis allemands : il est temps que l'Allemagne réponde aux propositions d'Emmanuel MACRON et se décide en ce qui concerne l'avenir de l'Europe.

Pourquoi ? Parce que c'est l'enjeu majeur. Il n'y a aujourd'hui qu'un seul enjeu pour les générations qui viennent : construire la souveraineté européenne entre les Etats-Unis de Donald TRUMP et la Chine de Xi JINPING. C'est à mes yeux le seul véritable enjeu. Or pour relever ce défi, il n'existe aucune autre voie qu'un accord entre la France et l'Allemagne ; tout le reste, ce sont des illusions, ce sont des projets qui seront sans lendemain. Seul un accord entre la France et l'Allemagne peut nous permettre de bâtir cette souveraineté européenne qui est notre défi, le défi de notre génération, le défi des 25 années qui viennent.

L'Europe a le choix : les nationalismes ou la souveraineté. Le choix de la France, c'est celui de la souveraineté et j'irai même encore plus loin : je pense que l'Europe doit redevenir un empire ; un « empire paisible » selon la formule de Tocqueville, mais un empire. Entre l'empire américain et l'empire chinois, l'Europe doit s'affirmer comme un empire paisible.

Un empire a des alliés – les Etats-Unis. Un empire a des rivaux – la Chine. Un empire a des ennemis et l'Europe a un ennemi que personne ne nomme mais qui a fait des morts sur notre territoire, qui continue à constituer une menace majeure pour toutes nos Nations : cet ennemi, c'est l'islamisme radical.

Un empire a des intérêts économiques ; un empire a des ambitions. Notre ambition doit être de nous affirmer comme l'empire des droits de l'Homme, l'empire de l'Etat de droit, l'empire de la croissance durable, capable de lutter contre le réchauffement climatique.

Enfin un empire a une culture parce qu'il y a une culture européenne qui est la somme de cette immense diversité de cultures nationales qui fait la richesse la plus profonde, la plus forte, la plus inébranlable du continent européen, des siècles et des siècles de cultures nationales entrecroisées, imbriquées, qui ont circulé géographiquement à travers les siècles et qui nous permettent d'être ce que nous sommes.

Voilà ma conviction personnelle : l'Europe doit s'affirmer comme un empire paisible dans les 25 années qui viennent.

Au-delà de ces grandes ambitions, il est indispensable de bâtir brique après brique cet empire paisible et cette souveraineté européenne.

Pour pouvoir le faire, il faut d'abord que chaque Nation retrouve sa crédibilité. Je ne serai pas trop long sur ce sujet : je ne suis pas là pour exposer la politique économique du gouvernement. Mais ma conviction la plus profonde, c'est qu'en retrouvant sa crédibilité économique, la France retrouve aussi sa crédibilité politique. Une Nation qui accumule les déficits, qui n'a d'autre réponse aux problèmes de croissance que plus de dépenses publiques, qui est incapable d'innover, incapable d'investir, est une Nation décrédibilisée. Une Nation qui rétablit ses finances publiques et qui investit dans l'avenir, est une Nation écoutée et respectée. Et c'est exactement ce que nous voulons faire avec le président de la République et le Premier ministre.

Bâtir cette souveraineté européenne, c'est ensuite renforcer notre puissance économique. C'est pour moi la première brique sur laquelle nous devons avancer rapidement. Nous devons compter en semaines et en mois beaucoup plus qu'en années.

Ce cœur du renforcement de la souveraineté économique, c'est évidemment la zone euro. L'euro est le plus bel accomplissement politique des 20 dernières années en Europe ; le plus important, le plus significatif puisqu'il met en jeu le cœur de la souveraineté des Nations. La seule question que nous devrions nous poser, c'est de savoir si demain, en cas de nouvelle crise financière, la zone euro serait en mesure d'y faire face ? Ma réponse est non. S'il y avait une nouvelle crise bancaire, serions-nous en mesure d'y faire face ? Ma réponse est non. S'il y avait



une nouvelle crise économique de grande ampleur – et chacun voit bien qu'il y a quelques indicateurs préoccupants sur le niveau des actifs, sur le risque de guerre commerciale – serions-nous capables de répondre à cette crise économique ? Ma réponse est non. Et c'est là que nous avons avec certains Etats une divergence de vue.

Pour ma part, j'estime que nous devons faire notre travail domestique, que chaque Nation européenne doit faire son travail domestique ; c'est indispensable. Et la France le fait et je pense même qu'elle peut encore faire mieux dans les mois qui viennent et dans les années qui viennent. Mais cela ne suffira pas. Et c'est là que parfois j'ai une divergence avec mes amis allemands qui disent : « Que chacun fasse son travail et la zone euro ira mieux : il n'y aura plus de divergence économique entre les 19, il n'y aura plus de divergence fiscale et ça suffira ». Non. Il faut aussi de la solidarité. Et plus nous irons vers le renforcement de la compétitivité de chaque Nation par des politiques structurelles indispensables, plus il sera nécessaire de mettre en regard de ces efforts nationaux, une solidarité européenne. Chaque effort national doit se traduire aussi par plus de solidarité européenne. C'est de cette manière que nous progresserons sur la zone euro.

Nous avons maintenant un accord avec Berlin, l'accord de Meseberg. Je n'hésite pas à le dire, c'est un accord historique. J'évite autant que possible d'employer ce mot qui en général est galvaudé, à la moindre compétition sportive gagnée ou à la moindre avancée d'un millimètre sur un sujet tout à fait anecdotique. Mais dans cet accord de Meseberg, vous avez la convergence fiscale. Cela faisait dix ans que nos pays travaillaient sur ce sujet ; cette fois-ci, elle est décidée. Vous avez dans cet accord de Meseberg la mise en place d'un budget de la zone euro. L'Allemagne l'avait toujours refusé, elle l'a accepté. Et je salue le sens du compromis de la Chancelière qui a accepté cette idée du budget de la zone euro. Vous avez également la taxation des géants du numérique ; la transformation du système fiscal international. Ce sont autant d'avancées que l'on peut qualifier d'historiques.

Mais ces avancées ne peuvent pas, ne doivent pas rester lettres mortes. Elles doivent se traduire maintenant par des décisions qui seront les seules à même de faire de la zone euro une puissance économique souveraine. Ces décisions ne doivent pas être prises dans six mois ; elles doivent être prises dans six semaines, au prochain Conseil européen de décembre. Il faut que d'ici six semaines, nous ayons décidé sur le *backstop*, l'union bancaire, l'union des marchés de capitaux. Il faut que d'ici six semaines, sur le budget de la zone euro, nous ayons enregistré des progrès, notamment sur la base de la proposition très intéressante formulée par Olaf SCHOLZ, mon homologue ministre des Finances, qui est la création d'un système d'assurance chômage pour la zone euro. Et pour tous ceux qui suivent attentivement les débats en Allemagne, chacun a vu que l'un des candidats à la présidence de la CDU – et pas un candidat négligeable : monsieur MERZ – a proposé qu'il y ait un système d'assurance chômage pour la zone euro.

C'est pour cela qu'il faut éviter les caricatures que j'entends parfois sur ce qui se passe en Allemagne. Il y a un vrai débat et on voit parfois des responsables politiques, venus de bords politiques dont on n'attendrait pas forcément cette position, qui prennent des positions favorables à plus de solidarité au sein de la zone euro.

Il est d'autant plus nécessaire de décider, que la zone euro est l'avenir de l'Europe. Avec le Brexit, la zone euro représentera 85 % de la richesse européenne : 85 % des richesses européennes seront désormais produites dans la zone euro. Et tous les Etats qui ne sont pas membres de la zone euro, qui trouvaient dans la Grande-Bretagne un allié pour rester en dehors de cette zone, sont désormais privés de cet ancrage et, à mon sens, seront amenés tôt ou tard à rejoindre la zone euro. C'est une raison de plus pour la renforcer.

Le deuxième instrument de souveraineté, après la souveraineté économique, c'est la souveraineté commerciale. La souveraineté commerciale, c'est être capable de dire non.

Quand nos alliés américains nous imposent des tarifs injustes et indéfendables sur l'acier et l'aluminium, je suis fier que l'Europe ait été capable de répondre de manière unie en disant non



et en menaçant de mesures de rétorsion, parce que je pense que c'est le seul langage que peut comprendre l'administration de Donald TRUMP.

Je suis content de voir que lorsque les Etats-Unis imposent des sanctions extraterritoriales à l'Iran alors même que l'Iran respecte aujourd'hui l'accord qui a été signé, le JCPOA, l'Europe a été capable de réagir. Nous avons eu une déclaration commune des trois ministres des Affaires étrangères et des trois ministres des Finances britanniques, français et allemands, pour bâtir un instrument de souveraineté financière, ce fameux SPV, qui doit nous permettre de servir de chambre de compensation et de résister à ces sanctions. Cet instrument ne vise pas spécialement la volonté de faire du commerce avec l'Iran. L'Iran n'est pas le vrai sujet ; le sujet, c'est la liberté de l'Europe de faire du commerce où elle le veut, quand elle le veut avec l'Etat qu'elle souhaite, du moment qu'il respecte les règles internationales.

Cet instrument prendra d'abord la forme d'une déclaration. Il faudra qu'il ait rapidement la licence bancaire. Il faudra que nous définissions rapidement où il s'installe, que nous le dotions du capital nécessaire. Puis j'espère que, comme pour le mécanisme européen de stabilité, nous arriverons à le transformer en un véritable outil européen, avec toute l'indépendance nécessaire pour que demain, nous soyons libres, nous Européens, de faire du commerce avec les Etats que nous souhaitons.

La troisième brique de cette souveraineté européenne, c'est peut-être la plus essentielle et celle qui aujourd'hui devrait nous alarmer : c'est la souveraineté technologique.

J'ai parfois le sentiment que les Européens sont assoupis et qu'ils ne voient pas ce qui se passe, qu'ils ne voient pas qu'une grande entreprise de communication chinoise vient d'installer à Shenzhen un centre de recherche sur l'intelligence artificielle avec 15 000 chercheurs. Une entreprise, 15 000 chercheurs. J'ai l'impression que les Européens ne voient pas à quel point en matière d'intelligence artificielle les Chinois sont en train de bâtir un véritable empire fondé sur l'imbrication totale du civil et du militaire. J'ai l'impression que l'Europe ne comprend pas que demain – c'est-à-dire d'ici trois ans ou quatre ans – si nous n'y prenons pas garde, nos véhicules électriques seront alimentés par des batteries chinoises.

Disons les choses ! La politique meurt de ne pas dire les choses, de ne pas mettre des mots sur les réalités, sur les menaces et sur les opportunités considérables ! Nous sommes un continent puissant, nous sommes la zone la plus riche du monde. Nous avons une avance technologique considérable, nous avons des chercheurs exceptionnels, nous avons une culture qui fait notre force. Nous croyons à l'Etat de droit, nous avons des siècles d'histoire derrière nous ; nous sommes prémunis contre la facilité des guerres et des combats militaires qui ne mènent nulle part. Cela devrait faire de nous le premier continent au monde... Et nous ne le sommes pas ! Eh bien nos enfants auraient raison de nous reprocher, à nous responsables politiques, de ne pas dire haut et fort ce que je suis en train de vous dire : l'Europe doit s'affirmer comme le premier continent au monde parce qu'elle en a la richesse, la culture, le savoir et c'est uniquement parce que nous ne sommes pas capables de travailler plus et mieux ensemble que nous n'y arrivons pas.

Et la responsabilité, soyons clairs, ne sera pas celle de pays amis que je respecte profondément, comme la République tchèque, la Slovaquie, la Finlande ou la Suède ; la responsabilité sera celle de la France et de l'Allemagne. Et l'histoire jugera sévèrement les grandes Nations qui n'auront pas été capables de se mettre à la hauteur de ce défi contemporain.

Je reviens à des choses très concrètes sur les batteries : TOTAL vient de se lancer dans une magnifique opération avec SAFT, pour faire de la recherche sur les batteries de 4^e génération ion-lithium solides, qui n'utiliseront pas de cobalt qui pose de vraies difficultés parce qu'il est tiré de mines exploitées dans des conditions inacceptables et pose des problèmes de recyclage. De l'autre côté, l'Allemagne mène sa propre politique. Qu'attendons-nous pour mettre ensemble nos



efforts ? Et pour demander à nos constructeurs surtout de garantir des débouchés à ces batteries de nouvelle génération ?

Nous allons y travailler au niveau national – j’ai eu l’occasion d’en parler avec Carlos GHOSN hier, je sais que PEUGEOT travaille déjà beaucoup avec TOTAL et SAFT, tant mieux. Les constructeurs automobiles français sont prêts aujourd’hui à offrir des débouchés à la recherche que TOTAL mène avec SAFT. Mais je souhaite que demain la recherche allemande et les constructeurs allemands soient aussi dans le jeu et que cette batterie soit une batterie franco-allemande. La batterie de 4^e génération pour nos véhicules électriques, ion-lithium solide, doit être franco-allemande.

Et je pourrai citer de multiples technologies – l’intelligence artificielle évidemment sur laquelle Peter ALTMAYER a fait un certain nombre de propositions, le spatial, la santé – sur lesquelles il est temps que nous avançons.

Cela vaut aussi pour la recherche sur les innovations de rupture, à laquelle les Etats-Unis et la Chine consacrent des moyens absolument considérables. Nous avons mis en place en France, vous le savez, un fonds pour l’innovation de rupture : dix milliards d’euros, avec 2,5 à 3 milliards d’euros de rendement régulier sur dix ans. Nous souhaitons que ce fonds français soit la préfiguration d’un fonds européen pour financer ces innovations de rupture.

La souveraineté technologique suppose aussi que nous soyons capables de nous protéger. Regardez attentivement le CIFIUS américain. Vous verrez que nos amis américains sont infiniment moins libéraux que nous ne le sommes en Europe. Ils ont parfaitement compris qu’un empire se protège, que la définition d’un empire, c’est d’avoir des frontières, y compris des frontières technologiques. Eh bien, je souhaite que nous ayons nous aussi nos frontières technologiques et je n’ai aucune envie d’investir l’argent du contribuable sur des technologies de pointe en alliance avec nos amis allemands ou nos autres amis européens, pour que demain, d’autres grandes puissances viennent se servir sur étagère et piller nos technologies.

Or l’agressivité dans le pillage technologique n’a jamais été aussi élevée à travers la planète. D’abord parce que les moyens technologiques le permettent et ensuite parce que les enjeux sont considérables. Donc protégeons-nous ! C’est ce qu’attendent les Européens. Le projet de règlement européen est sur le point d’être adopté ; tant mieux, c’est la preuve qu’il y a une vraie prise de conscience. Et nous, de notre côté, je peux vous le garantir, nous renforcerons notre décret sur les investissements étrangers en France pour éviter le pillage des technologies les plus sensibles.

Enfin, la souveraineté technologique – c’est le troisième volet sur lequel il faut que nous travaillions – suppose des champions industriels européens. Les Etats ne vont pas tout financer ; il faut que ce soit les grandes entreprises qui financent ces technologies et il faut donc des entreprises qui aient la taille critique. Je continue à apporter un soutien total au projet de fusion entre SIEMENS et ALSTOM pour que nous puissions avoir un champion du transport ferroviaire, capable de rivaliser avec CRRC qui s’est imposé en seulement quinze ans comme le premier champion mondial du transport ferroviaire. SIEMENS-ALSTOM ferait de nous la première puissance en matière de signalisation ferroviaire ; or chacun sait que dans le transport ferroviaire, c’est désormais moins les wagons qui comptent que la signalisation. Eh bien réussissons cette fusion parce que c’est l’affirmation de cette souveraineté technologique à laquelle je crois.

Enfin, le dernier point de cette souveraineté, au-delà de la souveraineté financière et économique, de la souveraineté commerciale, de la souveraineté technologique, c’est la souveraineté fiscale.

Soyons clairs : je ne lâcherai rien sur la taxation des géants du numérique. Je comprends qu’il y ait des difficultés techniques ; travaillons sur les difficultés techniques ; nous avons quatre semaines pour le faire. Mais je pense être capable de répondre à n’importe lequel des arguments techniques contre la taxation des géants du numérique pour expliquer pourquoi ces arguments ne



résistent pas à l'analyse – je l'ai fait pendant la séance de réunion des ministres des Finances la semaine dernière à Bruxelles.

Certains me disent – et c'est un argument politique puissant, je le reconnais – qu'on peut trouver une solution dans le cadre de l'OCDE. Il est vrai que ce serait mieux d'avoir une solution dans le cadre de l'OCDE plutôt qu'une solution uniquement européenne.

Ma proposition est très simple : adopter la directive européenne en décembre tout en laissant deux ans à l'OCDE pour trouver une meilleure solution. Nous devons avoir un instrument à disposition au cas où l'OCDE n'arriverait pas à tomber d'accord sur cette fiscalité du numérique. Et dans ce cas-là, l'Europe aura ouvert la voie, tout en laissant la possibilité d'un accord international de plus grande ampleur. C'est la dernière proposition que fait la France, nous n'irons pas plus loin. Et je crois que sur cette base-là, nous arriverons à obtenir une décision de nos amis allemands. Nous avons jusqu'au 4 décembre – c'est la prochaine réunion des ministres des Finances – pour le faire. Je crois que sur cette base-là, nous pouvons et nous devons obtenir un soutien de l'Allemagne qui, je le rappelle, depuis plus d'un an, a toujours dit aussi bien au niveau des ministres qu'au niveau des chefs d'Etat qu'elle voulait elle aussi taxer les géants du numérique.

Nous sommes dans un moment de notre histoire où une course de vitesse est engagée entre d'un côté la montée des extrêmes et, de l'autre, l'affirmation de cet empire paisible que peut devenir l'Europe. Tous ceux qui croient profondément dans le projet européen, comme le président de la République, comme moi-même, doivent jeter toutes leurs forces dans cette bataille parce que c'est maintenant que les choses se jouent et que les décisions que nous prenons maintenant doivent nous permettre d'affirmer l'Europe comme un empire de la taille, de la puissance mais avec des objectifs totalement différents de ceux de la Chine ou des Etats-Unis.

Il est temps d'avancer, il est temps de décider et vous pouvez compter sur l'engagement total du président de la République et de son gouvernement dans ce domaine. Je vous remercie.